

sous la direction de
NASSA DABIE DESIRE AXEL



NUMERIQUE, ESPACES
ET SOCIETES EN AFRIQUE
SUBSAHARIENNE



L'Harmattan
Côte d'Ivoire

**NUMÉRIQUES, ESPACES ET SOCIÉTÉS
EN AFRIQUE SUBSAHERIENNE**

Sous la direction de
NASSA Dabie Désiré Axel

**NUMÉRIQUES, ESPACES ET SOCIÉTÉS
EN AFRIQUE SUBSAHERIENNE**



© L'HARMATTAN, 2019
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

www.editions-harmattan.fr
ISBN : 978-2-343-16853-1
EAN : 9782343168531

COMITÉ SCIENTIFIQUE

IENOBLE BART Annie, Université Bordeaux Montaigne, ANOH Kouassi Paul Université Felix Houphouët Boigny, ATTA Koffi Lazard Université Felix Houphouët Boigny, KOLI Bi Zueli Université Felix Houphouët Boigny, BIKPO-KOFFIE Céline Université Felix Houphouët Boigny, KABLAN N'Guessan Hassi Joseph, Université Felix Houphouët Boigny, GOGBE Téré Université Felix Houphouët Boigny, LOBA Akrou Don Valery, Université Felix Houphouët Boigny, TAPE Bidi, Université Felix Houphouët Boigny, ALOCO-N'GUESSAN, Université Felix Houphouët Boigny, YAO GNABELI Roch, Université Felix Houphouët Boigny, BAHA Bi Youzan, Université Felix Houphouët Boigny, DESSE René Paul, Université de Brest, BART François, Université Michel de Montaigne Bordeaux, BALLO Zié, Université Felix Houphouët Boigny, KOUAKOU Auguste Konan, Université Jean-LOROUGNON-GUEDE, ZINSOU-KLASSOU Kossiwa, Université de Lomé, N'DOUBA Boroba François, Université Felix Houphouët Boigny, LIDA Dali Serge, Université Felix Houphouët Boigny, AGHI Bahi, Université Felix Houphouët Boigny, BLE Raoul, Université Felix Houphouët Boigny, KOFFI Brou Emile, Université Alassane Ouattara, YAPI-DIAHOU Université Paris 8, LESSOURD Michel, Université de Rouen, BIAKA Zasseli Ignace, Université Felix Houphouët Boigny, PIERMAY Jean-Luc, Université de Strasbourg, ALLA Dela André, Université Felix Houphouët-Boigny Cocody.

PRÉFACE

La publication des actes de ce colloque, réuni à Abidjan en octobre 2017, doit être replacée dans le contexte scientifique et diachronique des dernières années du XXe et du début du XXIe siècle. Le thème proposé, « Numérique, espace et sociétés », ainsi que l'organisation de la manifestation par des géographes de l'université de Cocody, invite à envisager le sujet au moins à deux niveaux :

- Une échelle spatiale : le numérique en Afrique
- Un questionnement disciplinaire : quelle approche géographique ?

Auparavant, il est nécessaire de rappeler quelques fondamentaux sur l'émergence de cette question pour envisager l'originalité de l'approche envisagée ici.

Le thème « Numérique, espace et société » a déjà fait l'objet de rencontres et publications.

Avant l'émergence institutionnelle des Sciences de l'Information et de la Communication (SIC), en France, à partir des années 1970-1980, l'apparition et la diffusion mondiale de nouveaux médias ont suscité l'intérêt de chercheurs de sciences humaines et sociales issus de disciplines très diverses. Parmi eux, on peut évoquer à Bordeaux l'angliciste Robert Escarpit, l'historien André-Jean Tudesq ainsi que la sociologue et philosophe Anne-Marie Laulan. Puis, ensuite, des universités et laboratoires se sont mobilisés sur cette révolution ; entre autres, Grenoble autour du professeur Miège, Strasbourg autour du professeur Mathien, Paris autour du chercheur Dominique Wolton, fondateur de l'ISCC (Institut des Sciences de la Communication du CNRS), Toulouse avec le géographe Emmanuel Eveno. Très vite, beaucoup de collègues d'Afrique francophone ont soutenu des thèses, en particulier à Bordeaux, où est hébergée aujourd'hui la chaire UNESCO Pratiques émergentes des technologies et *communication pour le développement* – Université Bordeaux-Montaigne, dirigée par un collègue d'origine congolaise, Alain Kiyindou.

Plusieurs auteurs présents dans cette publication s'inscrivent dans cette histoire, marquée d'emblée par une pluridisciplinarité très féconde. Le directeur de l'ouvrage lui-même est un géographe ivoirien qui a soutenu sa thèse à Bordeaux.

À l'échelle de l'Afrique, l'émergence brutale du numérique suscite de grands bouleversements.

Ceux-ci sont d'autant plus importants que le phénomène se produit alors même que la plupart des pays ont pratiquement « sauté » l'étape du téléphone fixe.

C'est une géographe bordelaise, Annie Chéneau-Loquay (UMR LAM « Les Afriques dans le Monde »), qui a donné une véritable impulsion à la recherche sur les TIC en Afrique, avec la collaboration de Michel Lesourd, géographe de Rouen. Elle publie en 2000 un ouvrage intitulé *Enjeux des technologies de la communication en Afrique* (Paris, Karthala) et anime le groupe African'ti (2003, « Les fractures numériques Nord/Sud en question », *Netsuds* n°1), avec des contributions sur l'Afrique du Sud, le Cameroun et l'Afrique en général. D'une façon plus générale, les années 2000 voient la multiplication des publications en français : par des Français (par exemple Bart François et Lenoble-Bart Annie, dir., 2003, *Afrique des réseaux et mondialisation*) et par des Africains. Parmi ceux-ci, on peut citer Mahamoudou Ouedraogo et Joachim Tankoano (*Internet au Burkina Faso, réalité et utopies*, L'Harmattan, 2001).

Puis une nouvelle génération d'auteurs africains se révèle.

On la trouve en particulier dans un numéro de *Netsuds* (n°5 2010), piloté par Annie Chéneau-Loquay et Annie Lenoble-Bart : Claudio Jone (Mozambique), Cyriaque Pare (Burkina Faso), Moda Gueye (Sénégal), Sidiki Bamba (Côte d'Ivoire), Étienne Damome (Togo), Mamadou Ndiaye (Sénégal), Norbert Ouendji (Cameroun), etc. En Côte d'Ivoire, Alain François Loukou, publie « Les TIC au service du développement en Afrique ». Simple slogan, illusion ou réalité ? », *tic & société*, 2011 [en ligne]

Cet ouvrage est donc dans la continuité de ces années 2000, en les enrichissant, en les actualisant et en les renouvelant au gré de l'évolution rapide des technologies et de l'équipement des pays africains

L'approche géographique de la question « numérique et développement », qui s'inscrit, le plus souvent, dans une logique pluridisciplinaire, n'a cessé de se développer, et ce volume en est une preuve supplémentaire. Depuis les tout premiers travaux, avant l'ère Internet, d'Henri Bakis (Montpellier) et Philippe Vidal (Le Havre) et de leur revue *NetCom*, créée en 1987, une prise de conscience de la dimension géographique de la révolution numérique se manifeste largement. La synthèse pilotée par Désiré Nassa, qui représente une nouvelle génération de géographes africains, en est une très belle illustration.

On y trouve en effet les principales questions d'actualité : impact du numérique sur les espaces ruraux et l'agriculture, sur les systèmes marchands, sur la ville... Ce beau livre trouve donc toute sa place pour aborder une question devenue essentielle dans tous les pays africains, celle de la contribution du numérique aux processus de développement.

Certes, aucune réponse définitive ne peut être apportée, mais le travail réalisé à Abidjan a d'abord le mérite de montrer la diversité des acteurs concernés ainsi que la variété des modes d'appropriation et des usages des outils du numérique. Abordant de multiples facettes des problématiques

actuelles et les déclinant sous des ouvertures variées, il est donc essentiel pour aborder l'élargissement des questions soulevées par l'importance du numérique dans le continent africain, au-delà des utopies évoquées auparavant.

François Bart, professeur émérite de géographie
Université Bordeaux Montaigne, UMR LAM « Les Afriques dans le Monde »

INTRODUCTION GÉNÉRALE

NASSA Dabié Désiré Axel

Le numérique a révolutionné le monde en donnant lieu à une économie qui a bouleversé les règles de l'économie classique par son recours permanent aux technologies et par le caractère innovant de son modèle. Aussi, a-t-il permis l'amélioration en continu de son interface en proposant de nouvelles expériences à travers leurs applications, où l'innovation est de rigueur. Cette économie du numérique englobe les activités économiques et sociales qui sont activées par des plateformes telles que les réseaux internet, mobiles et de capteurs, y compris le commerce électronique.

Les grands secteurs de l'économie classique (agriculture, commerce, services et industrie) et même de la vie courante sont confrontés à sa puissance révolutionnaire. L'ordinateur à travers ses logiciels et la téléphonie mobile à travers ses applications meublent aujourd'hui le quotidien des usagers, mais surtout le monde des finances et de l'économie de marché.

La contribution totale de l'économie numérique à la croissance des pays est composée d'un effet direct via l'accumulation de capital numérique et d'un effet indirect mesuré par la diffusion du capital numérique dans le système productif. En plein essor, ce secteur stratégique de l'économie et sa contribution à la croissance des États sont non négligeables.

Produit d'un nouveau territoire fondé par les technologies de l'information et de la communication et vulgarisé par la frange juvénile de la société humaine urbaine en Afrique subsaharienne, l'espace virtuel a modifié la perception de l'espace et des rapports entre individus. Il a permis l'instantanéité des échanges immatériels et des communications entre les personnes, quelle que soit leur localisation. Les distances physiques et temps se compriment ainsi au contact du cyberspace. Le voisin potentiel fut-il lointain demeure proche en tout instant pourvu qu'il soit connecté.

L'éloignement n'est plus un handicap, mais bien au contraire optimisé par le gommage des contraintes de distances spatiales et par la recomposition des territoires en devenant un voisin virtuel. L'espace géographique, sociétal et économique se construit aujourd'hui autrement et autour des canaux offerts par le numérique. L'e-géographie devient ainsi une réalité.

Elle redonne une dimension nouvelle à la problématique et à l'objet de la géographie par l'analyse des phénomènes non seulement à l'échelle de l'espace physique, mais aussi du cyberspace à l'espace physique avec les implications que cela requiert. Les interrelations complexes découlant des effets spéciaux du numérique s'inscrivent dans le processus des mutations du fonctionnement en cours des sociétés en Afrique subsaharienne.

Cette œuvre induit de nouvelles organisations de la production et de l'espace. Aujourd'hui, le numérique à travers le téléphone portable et internet a modifié et continue de modifier les modes de vie, l'organisation du travail, la distance spatiale et le remplacement des flux physiques de personnes et de certaines marchandises par la vulgarisation des flux virtuels.

Ainsi, les activités humaines tant en milieux urbains que ruraux sont-elles rythmées par l'accélération de la conquête territoriale de l'internet, des technologies de l'information et de leur appropriation par des populations furent-elles analphabètes. Alors, de l'approvisionnement des marchés locaux, à la distribution des produits, jusqu'aux consommateurs finaux et à la bancarisation des recettes journalières ou mensuelles un appel est désormais fait aux canaux du numérique aux côtés des canaux traditionnels connus. Cette réalité induit de nouvelles temporalités, insère « le local » dans « le global » transforme les sociétés et leurs économies.

Cette donne interroge la Géographie, l'Économie et plus généralement les Sciences humaines et sociales, sur l'apport de l'économie du numérique dans les sociétés africaines.

Cet ouvrage, actes du colloque sur : « Numérique, Espaces et Sociétés en Afrique Subsaharienne », réalisé du 24 au 26 octobre 2017 par l'Institut de Géographie Tropicale de l'université Felix Houphouët-Boigny s'appuie sur les communications des participants de diverses disciplines scientifiques.

Ces journées de réflexions avaient pour objectif de faire le point sur l'utilisation répandue des nouvelles technologies, leur usage dans le domaine de l'information et de la communication ; mais aussi leurs implications dans tous les secteurs d'activités économiques, la croissance et la productivité des États sans oublier l'environnement des entreprises, les villes, les villages, les particuliers, les ménages et leur comportement.

Toutes ces idées susmentionnées, ont été sériées en quatre thématiques riches et variées. L'économie du numérique et l'agriculture, le numérique et la dématérialisation des échanges marchands, les services financiers et l'économie du numérique, économie du numérique et développement urbain. Bien plus que d'impacts, il s'agit d'interrelation et de rapport entre le numérique, l'espace et les hommes qui l'habitent. Globalement cela renvoie aux imbrications fortes actuelles du numérique d'avec ces différents secteurs d'activités.

L'ouvrage entre vos mains a donc pour objectif de soulever, à partir des travaux récents, des questions sur les aspects scientifiques des implications de l'économie du numérique sur le développement des pays africains.

LA GESTION NUMERIQUE DU FONCIER URBAIN A BOUAKE

*Alida Gwladys DIEME,
Kpan Noel VEI*

Résumé

La Côte d'Ivoire connaît une augmentation rapide de la population urbaine. Cette urbanisation a introduit des phénomènes assez complexes et a généré une panoplie de problèmes. Cette situation a eu une forte répercussion sur le paysage urbain ivoirien et sur la gestion du foncier urbain. En effet, la Côte d'Ivoire connaît depuis quelques années des problèmes majeurs dans la gestion du foncier urbain.

Par ailleurs, l'introduction des Systèmes d'Information Géographiques dans la gestion du foncier urbain en Côte d'Ivoire apparaissent comme un outil novateur pour une meilleure prise de décision. L'approche méthodologique a consisté à la mise en place d'une base de données urbaine diverse. Cette application a permis d'améliorer le rendement des structures chargées de la gestion foncière urbaine en termes de temps et de fiabilité de données foncières urbaines fournies aux demandeurs.

Mots clefs : Gestion numérique, Foncier urbain, Urbanisation, Bouaké, Côte d'Ivoire

Abstract

Ivory Coast is experiencing a rapid increase in the urban population. This urbanization introduced rather complex phenomena and generated a variety of problems. This situation had a strong impact on the Ivorian urban landscape and the management of urban land. Indeed, Côte d'Ivoire has for some years been experiencing major problems in the management of urban land.

In addition, the introduction of Geographic Information Systems in the management of urban land in Côte d'Ivoire is emerging as an innovative tool for better decision-making. The methodological approach consisted in setting up a diverse urban database. This application has improved the performance of urban land management structures in terms of the time and reliability of urban land data provided to applicants.

Keywords: Digital Management, Urban Land, Urbanization, Bouaké, Ivory Coast

Introduction

L'urbanisation de l'Afrique est de nos jours un fait majeur. Un peu partout, le développement des systèmes urbains et les grandes villes qui en sont l'expression s'imposent en sciences sociales comme un phénomène qui mérite une attention. La Côte d'Ivoire et bon nombre de pays africains se trouvent confrontés à ce phénomène de croissance urbaine accélérée. En effet, en moins d'un demi-siècle, la Côte d'Ivoire est passée de pays de statut rural à celui d'un pays à majorité urbanisée avec un taux d'urbanisation de 54 % (INS, 2014).

Cette urbanisation a introduit des phénomènes assez complexes et a généré une panoplie de problèmes. Cette situation a eu une forte répercussion sur le paysage urbain ivoirien et sur la gestion du foncier urbain avec son corollaire d'insuffisances. Ainsi, les villes et communes ivoiriennes ont d'énormes difficultés dans la gestion du foncier urbain et aussi à absorber dans des conditions adéquates cet afflux de populations nouvelles. En effet, les terrains viabilisés, les logements décentes et équipements sociaux de base suivent difficilement ce rythme d'accroissement urbain et communal.

Dans les pays développés tout comme dans le tiers monde, la question de la gestion foncière est de plus en plus d'actualité (DOH, 2014 : 63). Elle constitue une préoccupation majeure pour la Fédération Internationale des Géomètres et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

La question foncière dans les espaces naturels, ruraux et urbains apparaît de plus en plus comme un enjeu majeur. Le foncier est le support de l'activité agricole et forestière et des autres activités économiques. Il est également la « matière première de l'aménagement » pour les urbanistes (BOISSON, 2005 : II- 6). Il est l'enjeu de nombreuses convoitises des différents secteurs d'activités. Dès lors, l'approche multidisciplinaire de la gestion du territoire dans le temps s'impose.

La maîtrise du foncier, dans les collectivités de l'Afrique occidentale, demeure une des clés de leur évolution économique. Le foncier revêt un caractère multifonctionnel dans le temps et l'espace. Une bonne gestion foncière présente des enjeux cruciaux pour contribuer à la réduction de la pauvreté, l'octroi de droits de propriétés foncières par exemple et le développement économique en général (DOH, 2014 : 64).

Cependant, une bonne gestion foncière n'est pas acquise d'avance et demeure un défi dans plusieurs pays particulièrement, les pays en développement comme la Côte d'Ivoire. Dans ce contexte, une étude pilote s'impose afin de maîtriser la gestion adéquate du foncier urbain. C'est pourquoi le foncier urbain de Bouaké a été choisi pour constituer l'objet de notre étude.

Dans la ville de Bouaké, plusieurs acteurs interviennent dans la production et la gestion du foncier. Cela est perceptible par la création des titres de propriété, des permis de construire, etc. Cependant, dans la gestion du foncier urbain, ces acteurs sont confrontés à maintes difficultés à savoir une mise à jour irrégulière des plans imputable à la forte production de lotissements, un faible niveau de recouvrement de l'impôt foncier et des titres fonciers. Face une telle situation, le besoin de mettre en place un outil de gestion durable sera dispensable pour une bonne gestion foncière urbaine.

Ainsi, la cartographie par son approche synoptique et holistique peut permettre de relever un tel défi. C'est pourquoi l'objectif de cette étude est de montrer les potentialités des systèmes d'information géographiques à travers la carte pouvant permettre d'optimiser le recouvrement spatial de l'impôt foncier pour une meilleure prise de Décision. Pour atteindre cet objectif, nous partirons de l'hypothèse selon laquelle, la cartographie constituerait un outil innovant pour l'intégration et la gestion optimale de données foncières urbaines.

1. Méthodologie adoptée

Pour atteindre l'objectif fixé, l'approche et la méthode suivie ont consisté à une investigation dans diverses structures techniques gouvernementales pour recueillir des données et informations disponibles. Ainsi, pour mener cette étude, quatre sources complémentaires de données ont été utilisées à savoir les données cartographiques composées des fonds de plan numérique à 1/20000 et une carte topographique analogique à l'échelle 1/25000.

Les données cartographiques ont été obtenues dans les structures techniques que sont le Centre National de Télédétection et d'Informations Géographiques et le Centre de Cartographie. Il s'agit des données cartographiques numériques notamment un fond d'image Open Street Map, une carte topographique à l'échelle 1/25000, un fond d'image Bing Aerial, et un fond d'image obtenue à partir de Google Earth qui couvrent entièrement la zone d'étude.

Quant aux données d'image satellitaire, elles ont été utiles pour leur vision synoptique permettant d'obtenir après traitement une carte d'occupation du sol récente sur la zone d'étude. Ces données cartographiques n'ont d'utilité que si elles sont couplées avec les données socio-économiques pour une approche systémique. cela s'ajoutent les données foncières urbaines et socioéconomiques. Ils concernent les plans cadastraux composés du tableau d'assemblage qui indique le découpage en section, le tracé des principales voies de communication et les emprises.

C'est un document qui permet d'avoir une vue globale ou générale d'un espace donné (AMANY, 2013 : 8). Les données socio-économiques sont composées de la liste des contribuables sur support numérique. Le support numérique est un fichier Excel comportant les informations alphanumériques

sur la situation fiscale des contribuables. En fait, la commune de Bouaké compte 14 245 contribuables inscrits au registre de l'impôt foncier (Cadastré de Technique et Foncier de Bouaké, 2016 : 20).

Enfin, nous avons les données de l'enquête de terrain. Elles sont celles issues de l'observation directe sur le terrain et d'une enquête. La ville de Bouaké constitue le champ de nos investigations (figure 1). Par ailleurs, nous avons interrogé 186 propriétaires fonciers dans 6 quartiers de Bouaké en privilégiant les caractéristiques urbaines distinctes des quartiers (haut, moyen et bas standing) de la ville. En plus, du questionnaire, nous avons effectué des entretiens semi-directs avec les responsables du service technique de la mairie, de la planification urbaine du Ministère de la Construction et de l'Urbanisme, du Cadastre. Au total, les données primaires et secondaires recueillies ont été traitées et analysées.

Pour le traitement des informations et données issues de nos différentes investigations, nous avons eu recours à l'analyse cartographique thématique avec les logiciels AutoCAD Map 3D 2014 et Quantum GIS (QGIS). Ces logiciels permettent d'organiser et structurer une base de données, afin d'en optimiser le stockage et l'analyse (MISSOUMI et *al.* 2007 : 51). Le traitement a consisté à la conception d'un modèle urbain spatial en fonction des données et outils.

Il s'agit de mettre en place un outil pour permettre la localisation des parcelles urbaines imposées et non imposées avec des activités rattachées d'une part, et d'autre part identifier les terrains possédant un titre de propriété (un titre foncier ou un ACD). La mise en place d'un Système d'Information Géographique pour une bonne gestion du foncier urbain repose sur trois objectifs majeurs :

- Assurer des ressources fiscales aux collectivités locales ;
- Garantir les droits sur le sol et ;
- Assurer l'aménagement et l'équipement des villes.

Ces trois finalités convergent vers un même ensemble d'objectifs à savoir faciliter la libération des sols, dégager l'accès à la terre, accroître la production de terrains équipés. Les résultats obtenus sont présentés dans la partie suivante.

2. Résultats

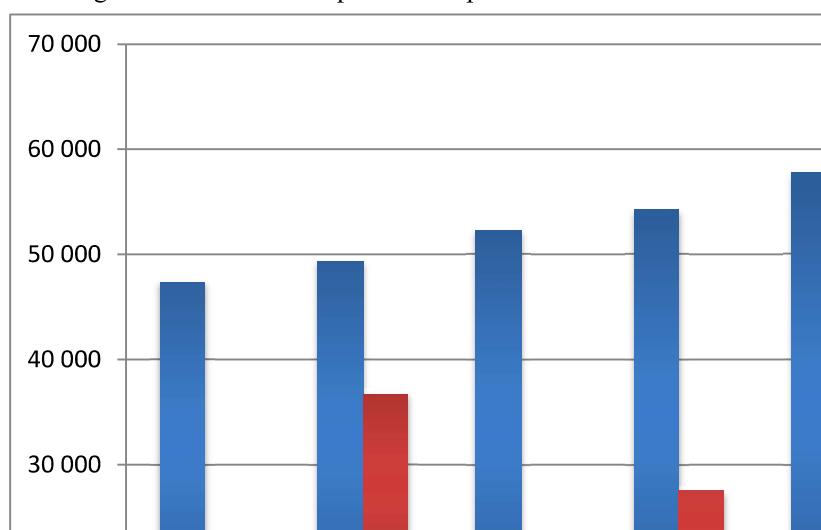
Les techniques de recherche ont permis d'obtenir des résultats structurés en deux parties :

- Recouvrement spatial de l'impôt foncier ;
- Recouvrement spatial des titres de propriété.
- Recouvrement spatial de l'impôt foncier

La carte constitue de nos jours un puissant moyen de communication. Ainsi, les résultats obtenus ont été modélisés sous formes cartographiques. Bouaké, seconde ville de la Côte d'Ivoire est cadastrée à seuls **48%**. Le

fichier de l'impôt foncier comporte 28 805 contribuables, et est composé de 97,86 % de personnes physiques et de 2,14 % de personnes morales. La direction régionale de Bouaké est la première qui enregistre le plus important de contribuables au niveau régional. De plus, elle est la troisième au plan national après la DRAN 5 et la DRAN 2. La commune de Bouaké enregistrait 47436 parcelles en 2012, puis 52 324 parcelles en 2014 et en 2015, 54 502 parcelles. Actuellement, Bouaké compte 57 807 parcelles soit un écart de 3 305 parcelles (en 2016). Pour ce qui concerne les parcelles imposées, la commune de Bouaké, enregistre 29 204 parcelles imposées sur un total de 57 807 parcelles soit 50,52 % de couverture (Cadastré de Bouaké, 2015 : 22). La figure suivante nous indique l'évolution des parcelles imposées de Bouaké.

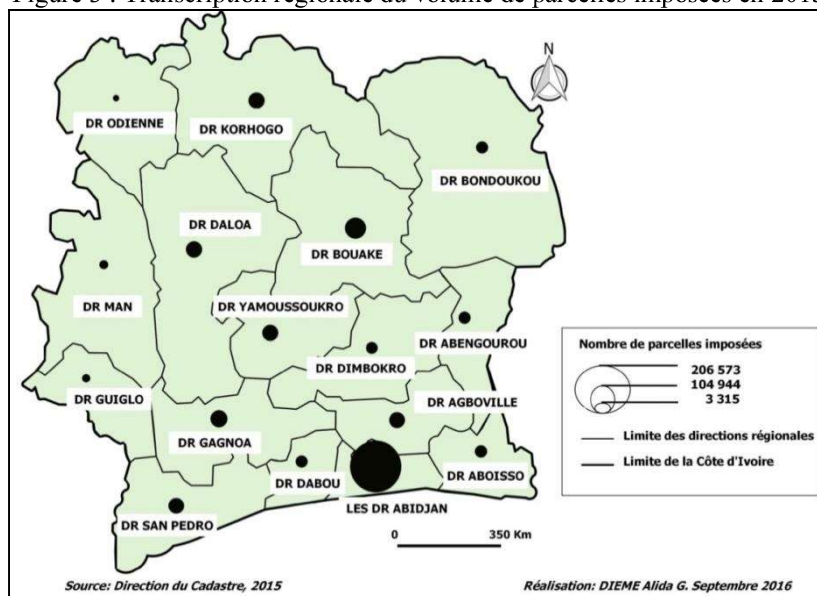
Figure 2 : Évolution des parcelles imposées de Bouaké de 2012 à 2016.



Source: Cadastre Technique et Foncier de Bouaké, 2016.

Au niveau régional, les directions enregistrent 228 273 parcelles imposées. Par ailleurs, on observe une inégale répartition du nombre de parcelles imposées en 2015. Ainsi, la direction de Bouaké enregistre 34 478 parcelles imposées soit un taux de couverture de 15,10 %. Elle est suivie de la direction de Gagnoa avec 22 945 parcelles imposées soit 10,05 % de couverture. La figure ci-dessous nous présente la transcription régionale du volume de parcelles imposées en 2015.

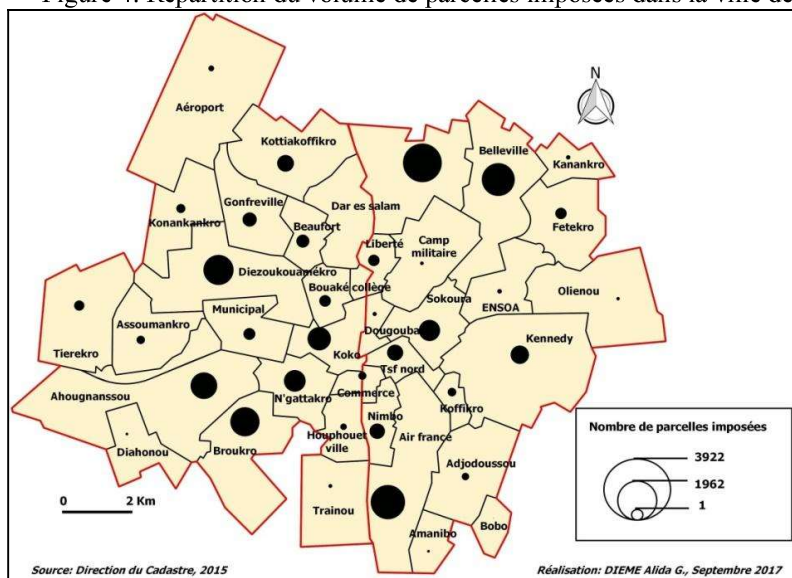
Figure 3 : Transcription régionale du volume de parcelles imposées en 2015



Quant à la commune de Bouaké, elle enregistre 27 491 parcelles imposées sur 54 502 parcelles. Par ailleurs, on remarque une distribution inégale du volume de parcelles imposées dans la commune de Bouaké. Ainsi le Cadastre technique et Foncier Bouaké 1, enregistrent 13 765 parcelles imposées soit un taux de couverture de 54,75 % en 2015 puis en 2016, ce Service enregistre 14 484 parcelles imposées.

Ce qui nous donne un taux de réalisation de 56,88%. Quant au Cadastre Technique et foncier Bouaké 2, il possède 13 726 parcelles imposées dans son registre fiscal en 2015. En 2016, le Service Cadastral de Bouaké a enregistré 14 720 parcelles imposées soit un taux de 45,50 %.

Figure 4: Répartition du volume de parcelles imposées dans la ville de Bouaké

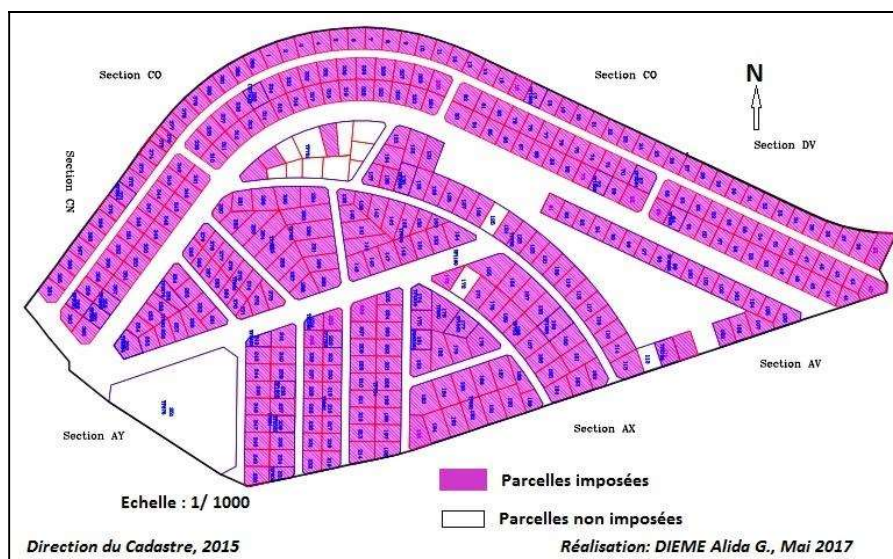


L'analyse de cette représentation laisse entrevoir une inégale répartition des parcelles imposées à l'échelle de l'espace urbain de Bouaké. On ne constate que le quartier Dar es Salam enregistre le nombre important des parcelles imposées avec 3922 parcelles. Celui-ci est suivi des quartiers Tsf Sud, Belleville, Diezoukouamékro et Broukro. Quant aux quartiers Bobo, Aéroport, Diahonou, Amanibo, Trainou, Olienou enregistre les plus faibles nombres de parcelles imposées.

La carte décisionnelle ci-dessous donne de façon synoptique le statut fiscal des contribuables d'une section cadastrale de Bouaké. En outre, les systèmes d'information géographique permettent d'identifier les parcelles imposées ou celles qui ne sont pas soumises au paiement de l'impôt foncier d'une part. Et d'autre part, les parcelles titrées ou non. Cette carte décisionnelle a permis de dénombrer 13 parcelles non imposées sur la section AW de Bouaké (figure 5).

Le taux de couverture des parcelles non imposées est de 3,95%. Les parcelles imposées sont des parcelles soumises au paiement de l'impôt foncier. Quant aux parcelles titrées, on dénombre 34 parcelles possédant un titre foncier, soit un taux de couverture de 10,33%.

Figure 5: carte des parcelles imposées et non imposées de la section AW de Bouaké



Recouvrement spatial des titres de propriété

Le Titre Foncier est un document qui garantit, sécurise et protège le droit du propriétaire. Le détenteur d'un titre foncier est reconnu comme l'unique et véritable propriétaire du terrain concerné. Le titre foncier est considéré par la législation foncière du Mali comme unique preuve du droit de propriété (DJIRE, 2006 : 6 ; DOH, 2014 : 69). Toutefois, la plupart des parcelles de la commune de Bouaké ne possèdent pas un Titre Foncier.

Ainsi, la zone cadastrale Bouaké 1 enregistre 2 734 Titres fonciers soit un pourcentage de 10,74 %. Quant à la zone de Bouaké 2, elle possède 2 307 Titres fonciers soit 7,13 % (tableau 15). L'analyse de cette figure révèle que les propriétaires fonciers possédant des titres fonciers sur leurs propriétés sont minoritaires avec 8,72 %. Néanmoins, à l'échelle du quartier la répartition du nombre de titres foncier est très insignifiante et inégale. Le tableau suivant nous donne la répartition des titres fonciers de Bouaké.

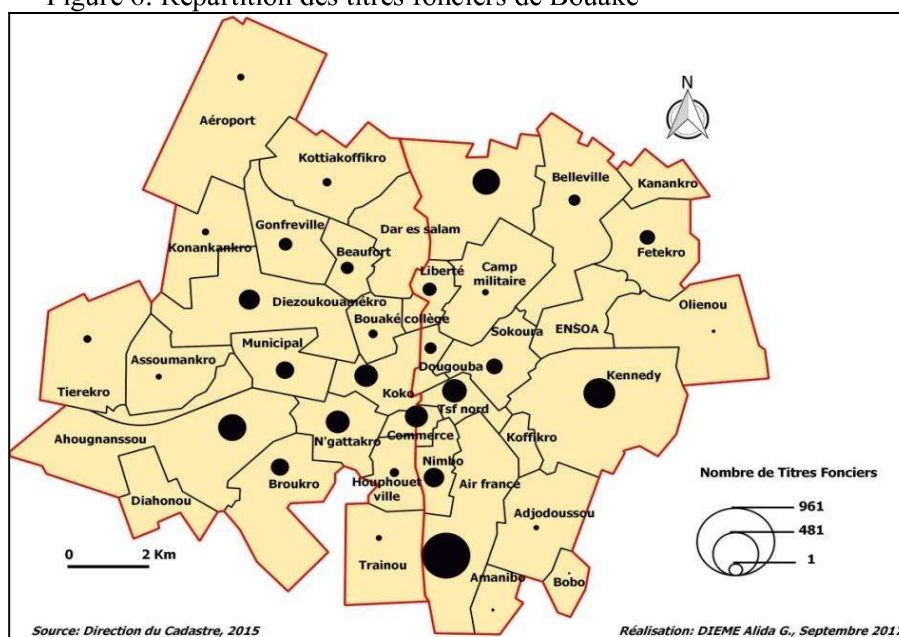
Tableau 1: Répartition des titres fonciers de Bouaké

Zones	Nombre sections	Nombre parcelles	Nombre Titres Fonciers	(%) des détenteurs de Titres Fonciers
Bouaké I	117	25 465	2 734	10,74%
Bouaké II	138	32 342	2 307	7,13%
Cadastre de Bouaké	255	57 807	5 041	8,72%

Source : Cadastre Technique et Foncier de Bouaké, 2017.

À l'échelle urbaine, la répartition des titres Fonciers est très inégale. Ainsi, le quartier Air France enregistre le plus important nombre de titres fonciers avec 961 titres fonciers (figure 5). Il est suivi par les quartiers Kennedy, Ahougnanssou et Dar es Salam. Enfin, les quartiers Olienou, Adjodoussou, Aéroport, Bobo et Amanibo enregistrent les plus faibles nombres de titres fonciers.

Figure 6: Répartition des titres fonciers de Bouaké



Ce faible pourcentage de titres fonciers est imputable à la faiblesse de l'approbation des différents lotissements villageois effectués dans la commune. En fait, sur plus d'une centaine (100) de lotissements effectués seulement une cinquantaine des lotissements effectués ont été approuvés par le Ministère de la Construction. A la faiblesse de l'approbation des lotissements s'ajoute le nombre important de conflits fonciers observés dans la commune de Bouaké.

Le nombre pléthorique de litiges fonciers observés dans la commune de Bouaké a un impact considérable sur le traitement des dossiers de demande d'ACD. Ainsi, le Cadastre de Bouaké a interrompu le traitement des dossiers de demande d'ACD des lotissements Tierékro, Amanibo route de Botro, Angamblé-konankro. De plus, il faut également relever l'insuffisance de la mise à jour des titres fonciers comme facteur limitant. Par conséquent, le Titre foncier est irrévocable.

L'irrévocabilité du titre foncier signifie que l'immatriculation du terrain est définitive et sauf expropriation pour cause d'utilité publique, personne ne peut retirer un titre foncier à son détenteur. Le titre foncier est également inattaquable parce que toute revendication ayant pour but de mettre en cause ce droit de propriété est irrecevable devant les tribunaux. De plus, le possesseur du titre foncier devient propriétaire pour toujours dès l'immatriculation de son terrain sur le livre foncier. Enfin, le titre foncier est hypothécaire. Cela signifie que la personne qui a immatriculé son terrain peut l'hypothéquer et obtenir valablement un prêt bancaire. En somme, le titre foncier constitue donc devant les juridictions, le point de départ unique de tous les droits réels existants sur l'immeuble au moment de l'immatriculation.

En dépit du faible pourcentage de propriétés imposées à Bouaké, force est de constater que **91%** du total des parcelles de notre cadre d'étude ne possèdent pas un titre foncier. On constate ainsi la tâche colossale que le Cadastre Technique et Foncier de Koumassi doit abattre afin d'inciter les propriétaires à déclarer leurs biens tout en formulant une demande d'obtention de l'Arrêté de Concession Définitive. Au vu des résultats, quel regard critique pouvons-nous apporter ?

3. Discussion

Le foncier urbain représente un enjeu important pour le développement économique et social d'un pays. De ce fait, maints chercheurs ont mené des recherches sur le foncier urbain en Côte d'Ivoire et même ailleurs (DIARRA, 2013 ; VEI, 2010 ; DOH, 2014 ; CISSE, 2015). Ces investigations ont porté sur la gestion du foncier urbain d'une part, et d'autre part sur l'apport des nouvelles technologies géo spatiales notamment la télédétection et les SIG comme outil de gestion durable du foncier urbain.

De ce fait, l'usage de la géomatique pour une gestion durable du foncier urbain montre tout son prestige. Dans cette veine, la cartographie grâce à son approche holistique, synoptique et synthétique apparaît comme un outil novateur pour une gestion rationnelle des données foncières urbaines (VEI et DIEME, 2016 : 5253).

Les objectifs assignés à cette étude cadrent avec les résultats obtenus. Les résultats obtenus ont été modélisés sous formes cartographiques, car la carte constitue un meilleur outil de communication. Certains auteurs affirment que la carte et l'information géo spatiale constituent aujourd'hui des outils puissants d'aide à la Décision (FONH-GBEI et BALE, 2014 : 56 ; CISSE, 2015 : 6). L'information géo spatiale occupe une place de plus importante dans l'économie ivoirienne, tout comme dans le monde entier.

La mise en place d'un système d'information géographique accouplée à la télédétection a permis de faire ressortir le taux de cadastral, de recouvrement spatial de l'impôt foncier et des titres de propriété. Le taux de

cadastral est de 48 %. Ce taux bien que jugé insuffisant reste élevé par rapport à la moyenne nationale qui est de 17 % (CISSE, 2015 : 6). La carte décisionnelle des parcelles imposées de la section cadastrale AW permet de façon synoptique d'avoir une vue du statut fiscal des dites parcelles.

De plus, la méthode utilisée avec l'intégration des images satellitaires Google Earth permet une mise à jour rapide et efficace des plans cadastraux fiscaux. En effet, l'image Google permet de mieux modéliser les parcelles concernées en se rapprochant de la vérité du terrain. Ceci permet de déployer les agents sur le terrain et au meilleur endroit avec pour avantage de gain temporel.

Cette méthode permet également de faire un état des lieux au niveau des titres de propriété et des propriétés bâties ou non bâties. De plus, la carte des parcelles imposées et non imposées et celles des parcelles titrées permettent de mieux orienter la politique foncière et cadastrale urbaine.

Dans cette étude, la méthode adoptée a consisté à la manipulation combinée d'un plan cadastral fiscal, de l'imagerie satellitaire Google Earth et d'une phase de terrain. Cette démarche est différente de celles utilisées par certains chercheurs (KOKO, 2008) ; (MISSOUMI et *al.* 2007 : 52). Cette méthode a permis d'avoir le statut juridique des propriétaires fonciers. La phase terrain avec l'image intégrée a permis de réaliser la carte de rattachement des activités aux parcelles et d'identifier les parcelles objet de copropriété.

Les données cartographiques et cadastrales ont été mises à jour par des observations de terrains. L'utilisation des images Google Earth dans notre méthode présente de nombreux avantages. Le travail effectué a permis de montrer les possibilités d'exploiter les images Google Earth pour faciliter les mises à jour des parcelles. D'autres auteurs comme MISSOUMI et *al.* (2007) ont également utilisé des images satellitaires (Spot 5) pour montrer les capacités de la télédétection et des techniques GPS pour la mise à jour de l'information cadastrale (CISSE, 2015).

Conclusion générale

Le foncier urbain représente un enjeu important pour le développement économique et social du pays. Ainsi, à travers les systèmes d'information géographiques et la télédétection se positionnent comme des outils innovants pour la gestion optimale du foncier urbain. L'intégration des images satellitaires aux systèmes d'information géographiques montre toute son importance, car elle permet d'effectuer la mise à jour des plans cadastraux et d'être en conformité avec la réalité du terrain.

De plus, cette application a permis d'identifier le statut fiscal des parcelles ainsi que celles possédant un titre de propriété. En vue d'une gestion durable du foncier, cette étude envisage de faire le déploiement de cette stratégie via l'Internet pour permettre aux acquéreurs fonciers et

propriétaires fonciers d'avoir une idée sur la disponibilité des parcelles pour un meilleur choix dans le cas d'un achat d'une parcelle urbaine.

Références bibliographiques

AMANY Akpé Jean Christopher, Mise en place d'un SIG en vue de la gestion des données du service de cadastre de Bingerville : cas de la section EP, DGI, Abidjan, 2013, pp.10-30.

BOISSON Jean Pierre, La maîtrise foncière, clé du développement rural : pour une nouvelle politique foncière, Rapport du Conseil économique et social, Paris, 2005, 137 p.

Direction Générale des Impôts, Cadastre de Bouaké, Rapport d'activités annuel 2015, Bouaké, 2015, 30 p.

CISSE Aboubakary, Impôt foncier, non déclaration des biens (...) 'un satellite pour repérer les fraudeurs'', in *le Mandat*, N°1681 du jeudi 06 au dimanche 09 Août 2015, pp 6- 7.

FONH-GBEI E., BALE F., 2014, De la conception et la mise en œuvre d'une Infrastructure de Données Spatiales (IDS), à un outil de mobilisation de ressources propres pour les gouvernements locaux, in *Revue Scientifique Internationale de Géomatique (RESIGEO)*, EDUCI, Abidjan, vol.1, N°001, pp 54- 62.

DIARRA Seydou., 2013, Le cadastre dans le processus de l'aménagement du territoire : cas de la commune de Cocody, Mémoire de Master, Université de Bouaké, 167 p.

DJIRE Moussa, Immatriculation et appropriation foncière dans une zone péri-urbaine du Mali - Les avatars d'une procédure (nécessaire ?), *Colloque international "Les frontières de la question foncière – At the frontier of land issues"*, Montpellier, 2006, 26 p.

Doh Yao Honoré, « le système cadastral de Côte d'Ivoire et ses potentialités d'utilisation », in *Actes du 3ème colloque étudiant en développement International : perspectives multi pluridisciplinaires sur le développement*, Université Laval, Québec, 2014, pp 62- 76.

Institut Nationale de la Statistique (INS), *Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH)*, Résultats Globaux, Abidjan, 2014, 24 p.

KOKO Adjoumany Emile, l'administration des terres et le développement durable dans les pays en développement : cas de la Côte d'Ivoire, Mémoire d'Ingénieurs en travaux publics, Institut National Polytechnique Félix Houphouët Boigny, Yamoussoukro, 2008, 154 p.

MISSOUMI A., BROUTHEN A., HAMEL B, SIG pour la gestion, l'exploitation et la mise à jour du cadastre forestier : application à la Wilaya d'Oran (Algérie), SIG 2007, Versailles, Conférence francophone ESRI, 2007, pp 44-56.

VEI Kpan Noel et DIEME Alida Gwladys, Apport de la cartographie à la gestion optimale du cadastre de Koumassi (Abidjan - Côte d'Ivoire), in

Journal Africain de Communication Scientifique et Technologique, Abidjan, Côte d'Ivoire, N°39, Juin 2016, pp 5243- 5255.

Véi kpan Noel, Cartographie des zones impropres au plan environnemental à l'installation humaine dans la commune de Cocody (Abidjan- Côte d'Ivoire), in *AHOHO*, Revue de géographie du LARDYMES, N° 4, Université de Lomé, 2010, pp 125- 136.

CONCLUSION GÉNÉRALE

NASSA Dabié Désiré Axel

La connaissance de l'implication des technologies de l'information et de la communication sur l'espace, les sociétés et sur le développement des territoires est assez récente en Afrique subsaharienne. Les quelques rares recherches sur la question ont pu mettre en évidence, l'appropriation effrénée des outils du numérique par les populations et de l'usage multiple de ces outils à travers le continent. Cette donnée s'accompagne alors de la transformation des modes de vie, de l'organisation du travail, des relations entre les territoires et des rapports entre villes et l'espace rural. Le local s'imbrique ainsi au global. Désormais, les distances physico-spatiales, les mobilités individuelles, les flux de personnes et certaines marchandises sont régulés à partir des canaux du numérique.

L'action du numérique est aussi perceptible à divers degrés sur de nombreuses activités humaines. Il s'agit notamment de l'agriculture, des échanges, des finances et sur le développement urbain. Pour ce faire, ce colloque a montré : les bouleversements opérés dans l'économie agricole grâce au numérique. Ici, l'usage des TIC et notamment du téléphone portable dans les flux financiers et d'informations participe à la fluidité des transactions dans le secteur agricole et plus généralement à l'amélioration des échanges dans les relations ville/campagne. Les différentes contributions ont permis de montrer l'importance croissante de l'utilisation des TIC dans les modes d'approvisionnement et de commercialisation des produits agricoles sur les marchés urbains.

La population rurale n'est plus en marge des évolutions technologiques. La vie dans les campagnes africaines est aujourd'hui rythmée par ces e-informations. En Tanzanie, en Côte d'Ivoire, tout comme dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest (Togo, Mali, Bénin, Sénégal) la percée du numérique dans les milieux ruraux est remarquable. Les moyens de paiement à distance ont favorisé la croissance de la productivité et des revenus des acteurs du secteur agricole.

Par ailleurs, le e-commerce engendré par le boom du numérique a bouleversé dans les villes les modes et théories classiques du commerce. Le commerce en ligne a profondément modifié à la fois le comportement des opérateurs économiques et celui des consommateurs. L'impact des TIC est tel qu'on l'observe dans tous les secteurs de l'économie urbaine formelle, informelle et artisanale. Cette activité intègre davantage les économies locales à la mondialisation des échanges. Il favorise l'essor d'une économie numérique dans les pays africains. Mais au-delà de ces considérations économiques, le numérique est aussi un germe de changements profonds des sociétés africaines dans leurs dimensions sociales et culturelles.

En outre, le numérique suscite par le biais du mobile money un engouement dans les transactions financières. À cet effet, des stratégies territoriales d'insertion des opérateurs de téléphonie mobile se développent à l'échelle des territoires nationaux pour pallier l'insuffisance de la bancarisation.

Le paiement électronique présente à cet égard de réels enjeux de développement socio-économique. Il est un canal de promotion d'emploi et de richesse. Par la diffusion de cette technologie, l'espace géographique n'est plus seulement un espace physique construit, mais il devient aussi un espace virtuel à appréhender.

Pour ce faire, la vulgarisation de la téléphonie mobile a une incidence sur le développement des espaces urbains. Aujourd'hui, le numérique participe aux bouleversements et à la recomposition des territoires par le processus de migration à l'échelle planétaire. L'accès aux e-services (TIC) révèle cependant une grande disparité spatiale entre le milieu urbain et rural ; entre les métropoles et les villes secondaires. Par ailleurs, les composantes du matériel électronique et les sources d'énergie peuvent être à l'origine de pollution dans les milieux de vie. Certes, le numérique facilite la vie quotidienne des citoyens, toutefois une rationalisation des usages doit être opérée pour garantir le développement harmonieux et durable des villes.

TABLE DES MATIERES

COMITÉ SCIENTIFIQUE.....	7
PRÉFACE	9
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	13
	<i>NASSA Dabié Désiré Axel</i>
L'ÉCONOMIE DU NUMÉRIQUE ET L'AGRICULTURE	15
LE NUMÉRIQUE À LA CAMPAGNE : l'exemple de la Tanzanie.....	19
	<i>François Bart</i>
SYSTÈME D'INFORMATION DES MARCHÉS ET FLUIDITÉ DE CIRCULATION DES PRODUITS VIVRIERS DANS LA RÉGION DU PORO (NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE).....	31
	<i>YEO Lanzéni, COULIBALY Tiécoura Hamed, DOSSO Ismaïla</i>
L'APPORT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC) DANS LE DISPOSITIF DE LA CHAÎNE D'EXPORTATION DU CACAO EN CÔTE D'IVOIRE	41
	<i>Seydou OUATTARA, Joseph N'Guessan Hassy KABLAN, Constance BOKA ABETO</i>
L'USAGE DES TIC DANS LA DYNAMIQUE DE DISTRIBUTION DE LA NOIX DE COLA EN CÔTE D'IVOIRE	57
	<i>Kouadio Raphaël OURA, Atsé Alexis Bernard N'GUESSAN, Aya Louise KOUAKOU,</i>
USAGE DU TELEPHONE CELLULAIRE DANS LA COMMERCIALISATION DE L'IGNAME DANS LE NORD-EST ET CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE	75
	<i>Konan Kouadio Samption, Bikpo Céline</i>
LE NUMÉRIQUE ET LA DÉMATÉRIALISATION DES ÉCHANGES MARCHANDS	85

LE DERNIER KILOMÈTRE” DES PRODUITS DES BOUTIQUES EN LIGNE EN CÔTE D’IVOIRE ET MARQUAGE TERRITORIAL : CAS DU POINT-RELAIS DE JUMIA-CI A DALOA	87
	<i>Sahoti Ouattara</i>
LE NUMÉRIQUE ET L’ACTIVITÉ DE CONFECTION DE PAGNES TRADITIONNELS BAOUÉ DANS LA RÉGION DE GBÊKÊ	101
	<i>KOFFI Yao Julien , BECHI Grah Felix</i>
L’USAGE DES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION DANS LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS VIVRIERS À BOUAKÉ.....	115
	<i>AMOATTA Koffi Guy, Loukou François Alain</i>
VARIATION DES RAPPORTS AU SALON DE COIFFURE ET DÉMATÉRIALISATION DES RAPPORTS MARCHANDS DANS LA COIFFURE À ABIDJAN.....	131
	<i>Marcelle-Josée TAGRO, Anick Michelle Etchonwa MIAN</i>
LES TIC DANS LE MÉCANISME DES ÉCHANGES COMMERCIAUX DE MARCHANDISES DES PAYS DE L’HINTERLAND PAR LE PORT D’ABIDJAN	147
	<i>Aké Brice Patrick, Kablan N’guessan Hassy Joseph</i>
LE NUMÉRIQUE ET SERVICES FINANCIERS.....	157
LE PAIEMENT NUMÉRIQUE DES FACTURES D’ÉLECTRICITÉ EN CÔTE D’IVOIRE : ENJEUX ET CONTRAINTES.....	161
	<i>Arsène Kouassi DONGO, Konan KOUASSI, Loukou Alain François</i>
LA PROMOTION DE L’INCLUSION FINANCIÈRE PAR LE MOBILE BANKING EN CÔTE D’IVOIRE	177
	<i>Bassémory KONE,</i>
LA FRANCHISE : STRATÉGIE DE DIFFUSION ET DE MARQUAGE TERRITORIAL DE LA TÉLÉPHONIE MOBILE EN CÔTE D’IVOIRE....	193
	<i>BAMBA Mansé, NASSA Dabié Axel Désiré,</i>

LE MOBILE MONEY : UNE ALTERNATIVE AU FAIBLE TAUX DE BANCARISATION EN MILIEU RURAL IVOIRIEN	209
<i>KOUAMÉ Kouadio Florentin, , DJOMO Armel Konan Kouassi, LOUKOU Alain François</i>	
LE NUMÉRIQUE EN MILIEU URBAIN.....	227
IKWIWAIWIN OU L'AVÈNEMENT DES CONSOMMATEURS 2.0 EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET SES ENJEUX POUR L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE	231
<i>FOFANA Mohamed Al Amine, BIAKA Zasseli Ignace</i>	
L'USAGE DU NUMÉRIQUE, UN OUTIL D'ATTRACTIVITÉ TOURISTI- QUE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES IVOIRIENNES	251
<i>Germain N'dri APHING-KOUASSI, Kouassi Aimé YAO , Daniel BISSOU</i>	
L'APPORT DES TIC DANS LA SURVEILLANCE DES ESPACES MARITIMES ET PORTUAIRES EN CÔTE D'IVOIRE	265
<i>ANI Yao Thierry, KABLAN N'guessan Hassy Joseph,</i>	
LA CONTRIBUTION DES TIC À LA DYNAMISATION DU COMMERCE FRONTALIER DANS LA RÉGION DU GONTOUGO (NORD-EST DE LA CÔTE D'IVOIRE)	277
<i>N'goran Kouamé Appo, Koffi Yao Jean-Julius</i>	
LA GESTION NUMERIQUE DU FONCIER URBAIN A BOUAKE.....	293
<i>Alida Gwladys DIEME, Kpan Noel VEI</i>	
L'UTILISATION DES RÉSEAUX SOCIAUX AU CARREFOUR COMMERCIAL DE DÉCKON À LOMÉ.....	307
<i>Edem Canyi Madjé AMAH, Koudzo SOKEMAWU</i>	
DIFFUSION DES ESPACES WIFI À BOUAKÉ, ÉTUDE GÉOGRAPHIQUE D'UN PHÉNOMÈNE ÉMERGENT	317
<i>Camille Bosson Adou, Julien Kapiéfolo Koné</i>	

TÉLÉPHONIE MOBILE ET TRANSFORMATION DU PAYSAGE D'ABIDJAN MOBILE TELEPHONY AND TRANSFORMATION OF ABIDJAN LANDSCAPE	331
	<i>Kouakou David Brenoum, Koffi Kanh Désiré N'guessan, Appoh Charlesbor Kobenan, Koffi Lazare Atta,</i>
TÉLÉPHONE AU VOLANT AU TOGO: ARME ACCIDENTOGÈNE.....	349
	<i>Koffivi Nunekpewo Adjogan , Sama Missimba Wembou</i>
LA RÉAPPROPRIATION DIFFÉRENCIÉE DES SERVICES ET ENTREPRISES DE TÉLÉPHONIE MOBILE DANS LA PRODUCTION DE LIENS SOCIAUX CHEZ LES FEMMES DU QUARTIER PARIS - VILLAGE DE BINGERVILLE EN CÔTE D'IVOIRE.....	361
	<i>Bissè Adoh</i>
LE MARKETING RELATIONNEL DU CABINARD « BON CHÔMEUR » À ABIDJAN.....	371
	<i>HANNAH Schilling</i>
CONSOMMEZ, VOUS ÊTES NUMÉRIQUEMENT AMENAGÉS : L'EXEMPLE D'ADJAMÉ.....	381
	<i>TOURE Mamoutou, KAMAGATE Sanaliou, DIHOUEGBEU Deagai Parfaite, ASSEMIAN Kouadio Bra N'Da Élisabeth</i>
CONCLUSION GÉNÉRALE	397
	<i>NASSA Dabié Désiré Axel</i>



MINISTRE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE
ET DE LA POSTE



NUMÉRIQUE, ESPACES ET SOCIÉTÉS EN AFRIQUE

Loin d'être une pure et simple abstraction, l'usage du numérique est devenu un enjeu dans la dynamique des espaces et des sociétés en Afrique subsahariennes. Partout sur le continent, le numérique a fait irruption ; changeant les habitudes et les pratiques des populations.

Cette œuvre induit de nouvelles organisations, de la production et de l'espace. Aujourd'hui, le numérique à travers le téléphone portable et l'internet a modifié et continue de transformer les modes de vie, l'organisation du travail, la distance spatiale et le remplacement des flux physiques de personnes et de certaines marchandises par la vulgarisation des flux virtuels.

Ainsi, les activités humaines tant en milieux urbains que ruraux sont-elles rythmées par l'accélération de la conquête territoriale de l'internet, des technologies de l'information et de leur appropriation par des populations furent-elles analphabètes. Alors, de l'approvisionnement des marchés locaux, à la distribution des produits, jusqu'aux consommateurs finaux et à la bancarisation des recettes journalières ou mensuelles un appel est désormais fait aux canaux du numérique aux côtés des canaux traditionnels connus.

Cette réalité induit de nouvelles temporalités, insère « le local » dans « le global », transforme les sociétés et leurs économies. A travers cet ouvrage, les auteurs tentent ainsi de répondre à ces préoccupations soulevées et perceptibles dans les sociétés.



ASSA Dabié Désiré Axel est Maître de Conférences, géographe, Université Felix Houphouët Boigny. Il a soutenu sa thèse de doctorat de Géographie Tropicale en 2005 à l'Université de Bordeaux 3 sous la direction du Professeur émérite François Bart. Auteur de plusieurs articles et ouvrages sur les thématiques -Espaces en crises, crises des espaces, il développe des recherches sur la mondialisation, les frontières et les migrations.

Du même auteur, Production vivrières et sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire.

Illustration de couverture de l'auteur.

ISBN : 978-2-343-16853-1

39 €

